

D. 9193/4-1

BAUDOUIN, ROI DES BELGES

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970, notamment l'article 28 § 2;

Vu le plan particulier d'aménagement n° 2 de la commune de Ligny approuvé par arrêté royal du 12 juin 1972;

Vu le plan d'expropriation adopté définitivement par le conseil communal par délibération du 3 septembre 1973;

Vu l'avis de la Commission d'Experts instituée par l'article 29 de la loi du 29 mars 1962, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970;

Attendu que par ses délibérations des 3 septembre 1973 et 13 juillet 1974, le conseil communal a renoncé à l'expropriation de certaines parcelles ou parties de parcelles; qu'il y a lieu dès lors d'exclure de l'approbation royale les parcelles ou parties de parcelles cadastrées 364g2, 364b2, 364i2, 335f, 335e, 335d, 331a, 369k, 334a, 369s, 369t, 369r, 333f;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires wallonnes, de l'Aménagement du Territoire et du Logement,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.— Est approuvé le plan d'expropriation complétant le plan particulier d'aménagement n° 2 de la commune de Ligny approuvé par arrêté royal du 12 juin 1972, à l'exclusion des parcelles ou parties de parcelles entourées d'un liséré violet.

Article 2.- Il y a utilité publique à exproprier les immeubles figurés au plan d'expropriation ci-annexé.

Article 3.- Notre Ministre des Affaires wallonnes, de l'Aménagement du Territoire et du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bonnelles, le 15 janvier 1975

*J. Bandonnier*

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires wallonnes, de l'Aménagement du Territoire  
et du Logement,

*g*

*J.*

*A. Califon*

171.

*la*  
*la*